

N° 5054³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant douzième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du
11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché de
l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(4.4.2003)

Par dépêche en date du 18 novembre 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et l'avis de la Chambre d'agriculture.

L'avis de la Chambre de commerce, celui de la Chambre des employés privés et celui de la Chambre de travail furent transmis par dépêche du 10 décembre 2002.

L'avis de l'Administration de l'environnement fut transmis en date du 18 décembre 2002.

Les avis du Laboratoire national de santé et de l'Inspection du travail et des mines ainsi que celui de la Chambre des métiers n'étaient pas parvenus au Conseil d'Etat au moment de l'émission du présent avis.

Considérations générales

La loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses prévoit en son article 4 que l'annexe, qui était jointe à la loi pour en faire partie intégrante, pourra être modifiée ou complétée par voie de règlement grand-ducal sur avis de l'Inspection du travail et des mines, du Laboratoire national de santé et de l'Administration de l'environnement.

Le projet sous avis transpose en droit national

- la directive 2001/90/CE de la Commission du 26 octobre 2001 portant septième adaptation au progrès technique (créosote) de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses;
- la directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 portant huitième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (hexachloroéthane);
- la directive 2002/62/CE de la Commission du 9 juillet 2002 portant neuvième adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (composants organostanniques).

La directive 2001/90/CE de la Commission du 26 octobre 2001 concerne la créosote dont le pouvoir cancérogène est, selon une récente étude, supérieur au niveau précédemment estimé.

La directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 supprime les dérogations à l'interdiction d'utilisation de l'hexachloroéthane dans la fabrication et la transformation des métaux non ferreux.

La directive 2002/62/CE de la Commission du 9 juillet 2002 concerne l'interdiction de certains systèmes antisalissures utilisés sur des bateaux, alors qu'ils présentent un risque important pour l'environnement aquatique.

Si les avis du Laboratoire national de santé, de l'Inspection du travail et des mines et celui de la Chambre des métiers ne sont pas parvenus avant l'adoption du présent projet, il y a lieu de supprimer leur mention aux visas 5 et 6 du préambule et d'ajouter un nouveau visa indiquant que ces avis obligatoires ont été demandés. En outre, au 8e visa, il convient d'écrire „*De l'assentiment ...*“.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'autre observation à faire.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 avril 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président ff.,
Pierre MORES
Vice-Président